

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris^e

MAI-JUIN 2016

191 QUAI DE VALMY réquisition pour loger les migrants

Les militants et élus communistes du 10^e ont organisé un rassemblement, le 19 mai, devant le bâtiment de la SERAP, 191 quai de Valmy, pour exiger la réquisition de cet immeuble vide depuis 10 ans. Alors qu'un nouveau camp de migrants a vu le jour le long du Canal Saint-Martin, la réquisition de cet immeuble pourrait permettre de les loger. « Si l'on ne peut que saluer la solidarité dont font preuve les habitants et les associations, c'est à l'État d'assumer ses responsabilités et de prendre des mesures fortes dans le cadre d'une politique d'anticipation » a interpellé Didier Le Reste, conseiller de Paris.

Cette affaire est emblématique de la lutte qui fait rage entre ceux qui défendent le logement social et la ville pour tous et ceux qui recherchent uniquement la spéculation et le profit.

Les élus PCF du 10^e ont fait adopter un vœu au Conseil d'arrondissement, le 1^{er} février dernier, demandant la réquisition de la SERAP pour faire face au mal-logement et à la saturation des dispositifs d'hébergement d'urgence, ainsi que le recensement de tous les bâtiments vides à Paris. D'autres rassemblements seront organisés avec les habitants et les associations jusqu'à la réquisition de cet immeuble du quai de Valmy.

Ces démarches s'inscrivent dans la volonté des communistes d'agir pour une société ouverte, tolérante, accueillante. Il faut donc en finir avec les solutions de rafistolages que l'on connaît depuis un an (évacuations successives de camps en attendant qu'ils se reforment un peu plus loin). L'État doit enfin prendre ses responsabilités !

LARIBOISIÈRE

non à la vente d'une partie de l'hôpital

La lutte pour que le nouvel hôpital Lariboisière intègre les 150 lits de gériatrie du site de Fernand Widal continue. L'AP-HP a demandé le déclassement d'une partie de Lariboisière dans le cadre du Plan local d'urbanisme (ceci peut permettre la vente d'une partie des bâtiments aujourd'hui réservés à un usage de services publics hospitaliers). Le vote aura lieu au Conseil de Paris de juillet.

Les communistes du 10^e s'opposent à cette vente qui empêche le transfert de l'ensemble des services de Fernand Widal à Lariboisière.



rassemblement, à l'initiative
des communistes du 10^e
et de leurs élus
devant le bâtiment vide de la SERAP
pour obtenir sa réquisition

« LÀ OÙ CROÎT LE PÉRIL croît aussi ce qui sauve »

Ce vers du poète romantique allemand Friedrich Hölderlin exprime bien tout le paradoxe de la situation dans laquelle nous sommes. Jamais depuis longtemps, en effet, les périls n'ont été aussi importants et menaçants.

Péril politique pour la gauche qui paie au prix fort les trahisons et les reniements successifs du gouvernement Hollande, déconsidérée et décrédibilisée qu'elle est dans son ensemble aux yeux de la population.

Péril social avec le projet de loi qui attaque au cœur le code du travail, fragilise et précarise les droits des travailleurs au nom d'une doxa libérale et d'une hypothétique performance des entreprises.

Péril démocratique avec une France qui vit sous un état d'urgence en passe de devenir permanent et où le 49.3 vise à faire taire toutes les voix divergentes.

Et malgré tout, des voix, de plus en plus nombreuses et de plus en plus fortes, se font entendre. Celles des manifestants – lycéens, salariés, étudiants, syndicalistes – qui depuis mars battent le pavé partout dans le pays avec constance et détermination. Celles des députés communistes, écologistes, Front de gauche et « frondeurs » socialistes à l'Assemblée qui enflent et s'étendent. Celles des citoyens, toujours plus nombreux, qui affluent place de la République et passent leurs Nuits Debout à parler, à écouter, à partager et à échanger.

Nul doute que c'est dans ces voix-là que réside et croît un nouvel espoir.

Marc Moreigne, Comité de section PCF 10

vers une expérimentation du droit de préemption ?

Le 14 mars dernier, sur proposition des élus communistes, le Conseil d'arrondissement s'est prononcé pour l'expérimentation du droit de préemption des baux commerciaux sur certains secteurs du 10^e, victimes de mono-activité. Cette disposition permettra de compléter l'action que mène, depuis 2008, la société d'économie mixte SEMAEST, missionnée par la Ville pour acheter des locaux commerciaux, les remettre en état et les proposer à la location à des conditions intéressantes. Cette action, visant à favoriser la diversité commerciale, a permis d'installer dans le 10^e une cinquantaine de nouveaux commerces.

La mise en œuvre de la préemption des baux commerciaux, à titre expérimental dans le 10^e, constituera un outil supplémentaire pour favoriser la diversité commer-

ciale dans la mesure où elle permettra d'être informé sur toutes les cessions de fonds et d'intervenir pour réorienter ou empêcher certaines mutations. Un dispositif qui est devenu possible depuis la parution, en juillet 2015, d'un décret autorisant les collectivités à déléguer à une société d'économie mixte la préemption des baux commerciaux. Il faut savoir que cette mesure a déjà été mise en place avec succès par des dizaines de municipalités de toutes sensibilités.

Ce dispositif, demandé par plusieurs conseils de quartier, figurait parmi les engagements de la mairie d'arrondissement pris lors de la campagne municipale de 2014. La Ville de Paris, qui jusqu'à présent s'est montrée réticente, doit maintenant prendre les dispositions pour mettre en place sans tarder cette expérimentation dans le 10^e.



QUE DEMANDE LE PEUPLE ?

À l'occasion de son congrès qui a eu lieu du 2 au 7 juin, le PCF a lancé une grande consultation citoyenne. Le questionnaire qui sera proposé à 500 000 personnes constituera un point de départ pour amorcer la discussion et donner son opinion sur la France, l'Europe, le monde...

Le 7 mai dernier, les militants communistes du 10^e ont entamé cette consultation sur la place de la République où plusieurs dizaines de questionnaires ont été remplis. D'autres initiatives de ce genre sont programmées dans l'arrondissement.

LA LIAISON CHARLES DE GAULLE EXPRESS pas une priorité

Cette ligne relierait directement la gare de l'Est à l'aéroport de Roissy, sans aucune desserte pour les habitants des zones traversées. Elle serait réservée aux seuls passagers de l'aéroport, à un tarif élevé de 24€, et utiliserait en grande partie le réseau ferré existant déjà saturé. Les communistes du 10^e s'opposent à ce projet alors que la ligne B du RER relie déjà Paris et Roissy (avec le Pass navigo à tarif unique) et que la ligne 17 du Grand Paris

Express desservira aussi l'aéroport. Ils proposent au contraire que les sommes prévues pour le CDG Express soient consacrées à l'amélioration des lignes RER, en particulier la B, qui ont besoin d'investissements massifs en matière d'infrastructures et de matériel roulant.

Ils invitent les habitants à donner leur avis dans le cadre de l'enquête publique qui se déroulera du 8 juin au 12 juillet à la mairie du 10^e.

l'Humanité

un journal pour transformer le monde

Le journal *l'Humanité* est aujourd'hui en danger. Les aides à la presse ont sans cesse diminué, touchant particulièrement ce journal, l'un des seuls quotidiens indépendant de tout groupe financier. Sa disparition serait une atteinte au pluralisme de la presse, car c'est le seul quotidien qui relaie les luttes du monde du travail. Il y a donc urgence ! Vous pouvez faire un don en allant sur le site internet du journal ou par chèque à *l'Humanité*, 5 rue Pleyel, 93200 Saint-Denis.

L'autre manière de soutenir *l'Humanité* est, évidemment, d'acheter régulièrement le journal ou de se rendre à la Fête de *l'Humanité* qui aura lieu les 9, 10 et 11 septembre à La Courneuve. Trois jours pour changer le monde, débattre, se cultiver et faire la fête. Parmi les artistes invités, Alain Souchon, Laurent Voulzy, Lindsey Stirling sont déjà annoncés sur la fête cette année. Vous pouvez acheter votre vignette d'entrée, au prix de 25€ pour les trois jours, auprès des communistes du 10^e. Pour cela, retrouvez-nous sur nos points de distribution habituels ou envoyez-nous un mail à : pcfparis10@gmail.com



DEUX NOUVEAUX IMMEUBLES SOCIAUX

159 logements, une crèche et un gymnase

Passage Delessert, les installations des nouveaux occupants se terminent pour les 69 logements sociaux créés dont plusieurs sont adaptés aux handicaps lourds. Dante Bassino, adjoint PCF au Logement dans le 10^e, souligne que « la construction est une très belle réussite et le gymnase associé servira à tous les habitants de l'arrondissement ». Une réalisation qui avait suscité un mouvement d'opposition, notamment des écologistes opposés à toute construction.

À l'angle **Bichat-Temple**, ce sont 90 logements sociaux et une crèche dont la construction se termine. Au rez-de-chaussée, grâce aux habitants du quartier et aux élus communistes, une halle alimentaire devrait ouvrir.

« Ces livraisons ont permis d'améliorer la situation du logement social sur le 10^e, mais il reste beaucoup de demandes de logement non satisfaites. Toutes les situa-



le nouvel immeuble du passage Delessert compte 69 logements sociaux un gymnase et une salle omnisports donnant sur un jardin intérieur

tions difficiles ne sont pas résolues, loin de là. Aussi nous poursuivons notre politique volontariste de création de logements sociaux », annonce Dante Bassino.

EUROPE

à la croisée des chemins

En de nombreux pays d'Europe progressent ces forces qui alimentent la peur de l'autre, le rejet du migrant.

Quand ils sont au pouvoir (Hongrie, Pologne, Danemark...) ces partis d'extrême droite font assaut d'autoritarisme, limitent le droit d'expression, mais surtout adoptent des mesures sociales et économiques qui creusent davantage les inégalités.

Au-delà de la façade anti-système dont ils se parent, ils poursuivent, en les aggravant, les politiques libérales européennes qui, au nom de la compétitivité, mettent les individus et les territoires en concurrence les uns contre les autres. Et tant pis pour les plus faibles.

Pour Bruno Odent, invité à présenter son livre* *Europe, état d'urgence* dans le cadre des *Rendez-vous du 57*, l'Europe est à la croisée des chemins :

- d'un côté, l'exacerbation de cette compétition qui nourrit les nationalismes, ferments de l'éclatement de l'Europe entraînant pour les peuples encore plus de souffrances

- de l'autre, les résistances, qui surgissent déjà dans certains pays notamment dans les pays du sud mais aussi singulièrement en Allemagne, se développent, s'auto alimentent et peuvent déboucher sur des alternatives de coopération et de solidarité.

Les participants à cette soirée ont permis, par leurs questions, qu'un dialogue enrichisse cette réflexion commune pour trouver les parades à ce danger.

Aujourd'hui, la bataille contre la loi travail participe à l'organisation de la résistance à ce libéralisme destructeur.

* Bruno Odent
Europe, état d'urgence : la régression nationaliste. Éd. Le Temps des Cerises

Bruno Odent, journaliste à l'Humanité et habitant de l'arrondissement, lors de la présentation de son livre au 57 rue des Vinaigriers



UNE HALLE ALIMENTAIRE fin 2016 ?

Les communistes parisiens ont porté, dans le cadre des élections municipales 2014, la création de halles alimentaires à Paris, proposition qui est devenue un engagement de campagne.

L'objectif ? Mettre en œuvre un modèle innovant pour concilier une juste rémunération des producteurs et la réduction des coûts pour les consommateurs, permettant au plus grand nombre d'avoir accès à une alimentation de qualité. C'est possible en supprimant les marges prises par la grande distribution.

L'objectif est également de proposer des produits « locaux », franciliens ou de régions proches, pour diminuer l'impact écologique du transport des marchandises tout en garantissant une meilleure traçabilité des produits.

Le nouveau programme de logement social, situé à l'angle de la rue Bichat et du Faubourg du Temple, devrait accueillir très prochainement l'une des premières halles alimentaires de Paris.

À l'origine, un Monoprix avait envisagé de s'installer en pied d'immeuble à cet endroit, alors que de nombreuses supérettes existent déjà à proximité. Suite à la mobilisation des habitants au sein du collectif *Stop Monop*, un appel à candidature a été lancé pour trouver des commerces diversifiés qui répondent aux besoins des habitants du quartier.

C'est dans ce cadre que la candidature de l'entreprise de l'économie sociale et solidaire Kelbongoo a été retenue.

Rendez-vous à la fin de l'année pour déguster fruits et légumes, viande, laitages, poissons, jus... pour un rapport qualité-prix imbattable !

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne
comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10^e

www.pcfparis10.fr

NON !

aux expulsions locatives

La plupart des personnes menacées d'expulsion le sont à cause de la reprise du logement par le propriétaire, souvent pour le vendre. Même les ménages DALO ne sont plus préservés. En 2015, la Préfecture de Police a expulsé plusieurs ménages protégés et annonce qu'elle va poursuivre dans ce sens en 2016.

C'est pourquoi les élus communistes ont présenté, en mars 2016, un vœu en Conseil d'arrondissement pour que la préfecture sursoie aux expulsions et qu'elle participe à une concertation avec la Ville dans le but d'atteindre, au plus vite, « zéro expulsion » sans proposition adaptée de relogement.

Dans ce but, Dante Bassino, adjoint PCF en charge du Logement dans le 10^e, a déjà entamé un travail en ce sens. Les échanges avec la Préfecture ont permis d'éviter plusieurs expulsions en actualisant les dossiers ou en alertant sur des situations pour lesquelles des solutions étaient possibles. Il a, par ailleurs, organisé une réunion avec les familles menacées afin d'assurer un suivi précis de leurs dossiers et leur permettre d'être acteurs de cette lutte.



Dante Bassino présent lors de la manifestation du 2 avril contre la reprise des expulsions après la trêve hivernale

« Pour aller plus loin nous avons besoin de l'implication des habitants, en particulier des familles menacées. Seul le rapport de forces peut permettre de repousser les expulsions abusives » insiste Dante Bassino qui appelle à la mobilisation.

50 BOULEVARD DE STRASBOURG

un exemple de diversification commerciale

La boutique située au 50 boulevard de Strasbourg a été occupée pendant deux mois, en 2014, par des manucures et coiffeuses en grève qui exigeaient d'être régularisées et payées. Deux ans après leur victoire, la SEMAEST a acheté la boutique et réalisé d'importants travaux. Un nouveau commerce proposant des activités différentes de celles des boutiques environnantes s'est installé. Une manière d'ap-

porter de la diversité commerciale dans ce quartier quasi-exclusivement consacré à la manucure et la coiffure afro.

Les communistes du 10^e soutiennent toutes les initiatives qui favorisent la diversité commerciale en évitant de cantonner un quartier à une seule activité et demandent que le savoir-faire des travailleuses de ce boulevard soit reconnu (qu'elles soient donc régularisées et déclarées).

SALLE DE CONSOMMATION

ouverture à l'automne

Enfin, la salle de consommation de drogues à moindres risques (SCMR) doit ouvrir dans le 10^e, à l'automne prochain sein de l'hôpital Lariboisière (avec une entrée séparée de l'hôpital).

Oui, enfin, car elle permettra d'apporter une réponse à un problème de santé et de sécurité publiques. C'est un rapport de l'Inserm qui le confirme. Se basant sur les expériences qui ont déjà eu lieu dans une trentaine de pays, ce rapport montre que, dans tous les cas, ont été observées : une baisse des overdoses, une baisse des contaminations de maladies infectieuses (VIH, hépatites...), une baisse des actes d'incivilité sur la voie publique.

La SCMR sera expérimentale : un comité de suivi (composé d'associations, de riverains, y compris opposés au projet, et de l'ensemble des groupes politiques représentés au conseil d'arrondissement) sera mis en place avant son ouverture. En outre, elle fera l'objet d'une évaluation scientifique par l'Inserm qui mesurera les effets sur le plan sanitaire, social et sur la tranquillité publique.

Comme l'a rappelé Didier Le Reste, conseiller de Paris PCF, lors d'une réunion publique à la Mairie du 10^e le 12 avril, les communistes portent depuis 2004 ce projet « de santé publique et de solidarité humaine ». Les militants et élus communistes continueront à soutenir ce projet, car le rôle d'une société est bien de prévenir, d'inclure et en aucun cas d'exclure les plus vulnérables.

Après l'ouverture dans le 10^e, une autre salle devrait ouvrir à Strasbourg. Alain Juppé, maire de Bordeaux, avait aussi fait part de son intérêt pour un tel dispositif, avant de se montrer bien silencieux depuis qu'il a présenté sa candidature à l'élection présidentielle!

PLACE RAOUL FOLLEREAU

non à la privatisation des arcades

Depuis décembre 2015, des barrières provisoires en bois ont été installées, sous les arcades de cette place, pour empêcher l'accès des migrants.

Au moment où les copropriétés s'apprêtent à voter l'installation de



grilles pérennes, des résidents ont créé une association et lancé une pétition demandant que l'espace sous les arcades ne soit pas privatisé et fasse l'objet d'aménagements diversifiés répondant aux besoins des petits comme des grands. Ils sont en train d'élaborer des propositions qui seront soumises à la municipalité.

Les élus communistes s'opposent à la privatisation des espaces publics sous les arcades et exigent pour les migrants un accueil digne par la création de nouveaux sites d'hébergement.



www.pcf.fr